J.A. Lausanne

Domaine Public

20

Vingt numéros pour vivre un an d'histoire suisse

Nous signons notre numéro vingt. Si, dans le parape de cette signature, les graphologues reconnaissent quelque sentiment de fierté, tant pis ! Bien sûr, un an, c'est à peine un âge, mais c'est quand même l'au-delà de la mortalité infantile. Et l'on sait que ce taux de mortalité est particulièrement élevé pour les revues et journaux nouveau-nés.

Primum vivere ; mais tenir n'était pas notre seule ambition. Nous voulions sortir le journal avec une périodicité régulière ; c'était pour nous la condition d'une première efficacité. Aussi, dans chaque numéro, nous avons pris l'habitude d'annoncer la date à laquelle paraîtra le suivant. Parfois, ce fut lourd à porter. Mais chaque « Domaine Public » est tombé au jour dit. Le vingt est tiré.

Et voilà pour le parape et voilà pour le sentiment !

Notre tentative, dans notre premier éditorial, nous la définissons par trois mots : description, imagination, extrémisme (dans la revendication, sur quelques objectifs immédiats connus). Que sont-ils devenus, à l'usage ?

Le confidentialisme

Le confidentialisme, c'était un mot nouveau, qui d'abord nous avait fait sourire et que Philippe Müller (il fallait bien pour l'inventer un philosophe familier des néologismes en isme) avait lancé dans nos discussions préliminaires pour désigner la manière discrète et suisse de traiter les affaires. Les informations ne sont pas secrètes, pensions-nous. La plupart sont publiées : il suffit donc de savoir lire. Mais dans la pratique, seuls les initiés peuvent les interpréter en faisant les rapprochements utiles. Ces informations, nous nous proposons de les faire passer du confidentialisme dans le domaine public.

De secret véritable, nous n'en avons levé qu'un, de bonne taille, il est vrai. Seuls de la presse suisse, nous avons pu prendre connaissance du rapport Popov : il nous permettait de donner toute sa signification à l'exercice de torture pour aspirants-pilotes au Lac Noir, mais il nous révélait aussi que M. Chaudet, interpellé et questionné, préférerait bluffer le Parlement plutôt que de casser le noyau des officiers activistes responsables de cet exercice. Avant l'affaire des « Mirage », nous pouvions en conclure qu'il n'y avait pas de pouvoir civil à la tête du Département militaire.

Mais lorsque nous avons dit dans quel milieu professionnel étroit se recrutaient les parlementaires fédéraux, quels conseils d'administration de première prébende constituaient le proconsulat de M. Max Petitpierre, comment les compagnies d'assurance-auto R.C. jouaient astucieusement avec les réserves pour sinistres non encore réglés, afin de dissimuler leur véritable situation, comment le cartel du pétrole tentait par le dumping de faire passer sous le joug les Raffineries du Rhône, comment des spéculateurs lausannois s'approprièrent à abuser de la nouvelle loi sur la propriété par étage, avant même qu'elle fût entrée en vigueur, toutes ces informations, d'autres que nous aurions pu les donner : elles étaient dans les faits, dans les livres, dans la presse, dans les témoignages.

Véhiculées par « Domaine Public », pourquoi ces informations ont-elles porté ?

— Parce que nous pouvons les éclairer librement ; ni censure, ni auto-censure (voyez la discrétion de toute la grande presse sur le problème de la R.C. auto ; ou encore, les journaux suisses allemands ignorent volontairement le contenu du rapport Popov).

— Parce qu'elles sont lues dans « Domaine Public », alors que les mêmes textes auraient peut-être

passé inaperçus, noyés dans la masse, s'ils avaient été publiés dans un journal de fort volume. Cinquante pages se lisent en diagonale, avec le pouce. Quatre, c'est possible, aussi, mais alors que resterait-il ? Il y a donc une manière spécifique, plus attentive, de lire un petit journal ; ce qui signifie qu'il peut jouer un rôle important dans la formation de l'opinion publique, malgré la modestie de son format, à cause même de cette modestie. Dans un monde toujours plus pressé, quatre pages, c'est aussi une formule d'avenir.

La description s'est donc révélée une méthode efficace. C'est un regard sur le monde des initiés, des en famille, en 200 familles. En régime confidentialiste, le rôle de la description se définit exactement ainsi : elle a une portée critique, par le fait même qu'elle est ressentie comme une critique.

Les sujets d'actualité

En lançant « Domaine Public », nous étions bien décidés à parler de sujets qui nous tiennent à cœur : la réforme de l'assurance invalidité, la pédagogie expérimentale, la médecine et les assurances sociales, mais ce qui nous a surpris, ce qui a dépassé notre attente, c'est l'intrusion violente des problèmes économiques imposés par l'actualité. D'emblée, nous avons dû prendre position contre la politique économique de la Confédération, intitulée, par un abus des mots, lutte contre le renchérissement. C'était, au départ, une position en flèche. Cette politique avait l'appui des partenaires sociaux, du groupe parlementaire socialiste et de l'Union syndicale. Aujourd'hui, l'opposition grandit ; elle n'ira pas jusqu'au bout, toutefois, parce que personne ne voit encore quelle politique de rechange imposer. Or, il est une chose évidente : une telle politique, qui serait nouvelle dans sa méthode et ses objectifs, ne s'improvise pas. Mais qui la prépare ? Là est la question.

La succession du régime

Sans le moins du monde nous prendre pour le nombril de l'Helvétie, nous sommes persuadés que si en 1963 nous avons lancé ce journal, en fin de compte, ce n'est pas un hasard. Les problèmes que nous avons posé devaient l'être ; par nous, comme ils le sont par d'autres. Certains secteurs professionnels sont particulièrement sensibles aux exigences politiques de la fin du XX^e siècle : des scientifiques, des enseignants de tous les degrés, des urbanistes, des économistes, quelques cadres syndicalistes et ouvriers, quelques médecins, des journalistes, des militants politiques, des fonctionnaires ; pour une bonne part, ce sont nos lecteurs. Ce n'est pas un hasard, non plus.

Comment voulez-vous faire admettre à des économistes, qui savent que les grandes industries de notre pays ont des plans de développement programmés pour une dizaine d'années, qu'il soit normal que notre gouvernement n'ait qu'une politique programmée au jour le jour ? Comment voulez-vous que des enseignants qui savent quelles sommes il faudra investir dans l'enseignement universitaire, technique, secondaire, primaire, puissent croire que de telles dépenses seront possibles sans que l'on fasse des choix politiques ? Tous savent qu'il y a un style de gouvernement (laisser l'administration travailler à la petite semaine et savoir discourir devant les députés), qui est périmé. Ils voudraient à la fois plus de rigueur dans la préparation, plus de démocratie dans la discussion. Ils savent qu'il y a une crise du régime. Ils espèrent une relève. Venant d'où ?

Bi-mensuel romand
N° 20 15 octobre 1964

Rédacteur responsable : André Gavillet
Abonnement : 20 numéros 12 francs
Le numéro : 70 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro
ont été discutés ou rédigés par :

Ruth Dreifuss
André Gavillet
Jean-Jacques Leu
Marx Lévy
Pierre Liniger
Serge Maret
Jacques Morier-Genoud
Christian Ogay
C.-F. Pochon

Le N° 21 sortira de presse le jeudi 3 novembre 1964

(Suite page 2)

Vingt numéros (suite)

Les chances de la gauche

Pour l'instant, la gauche n'est pas prête pour une reconversion. Le système actuel lui a permis d'obtenir des gains qui ne sont pas négligeables. En acceptant le jeu du libéralisme cartellisé, les syndicats ont tiré du patronat d'assez larges concessions ; le parti socialiste estime que le tripartisme, qui n'a été admis que depuis peu à l'exécutif fédéral, lui permet d'accélérer un certain nombre de réformes sociales qui figurent à son programme (A.V.S., A.V.S. complémentaire, bourses d'études, aide aux universités, etc.). D'autre part, les moyens restreints ne permettent avant tout que d'agir empiriquement : les cadres sont peu nombreux, la documentation économique lacunaire, la presse politique et syndicale dispersée et faible.

Malgré ses faiblesses, la gauche seule porte l'espoir d'une mise en échec des puissances économiques qui nous gouvernent ; elle n'est pas liée organiquement au régime ; son indépendance est une chance unique de pouvoir apporter autre chose, de prendre la succession. A la condition qu'elle revise ses objectifs. Tous les points que nous avons abordé dans notre lettre ouverte à l'Union syndicale restent valables (Domaine Public, n° 6 ; toujours sans réponse). Et pour préparer cette nouvelle politique, les réformes internes les plus urgentes sont : la constitution d'un centre d'information, de documentation économique au service de la gauche ; la réorganisation de la presse politique et syndicale.

Sur le plan politique, la revendication prioritaire devrait exiger que le gouvernement mette en place immédiatement des organismes de planification économique. Il faut d'abord forger l'outil. Réunir les données qui permettraient de discuter un plan d'ensemble, c'est un travail de plusieurs années déjà. On ne saurait plus tarder. C'est là, pour la gauche, une revendication minimum. Elle est urgente.

Durant l'année écoulée, nous avons vu s'esquisser un programme d'action. Vingt fois encore nous aurons l'occasion de préciser nos intentions. 1965 ne manquera pas d'intérêt. Vingt numéros encore pour vivre une nouvelle année d'histoire suisse.

L'accord italo-suisse sur l'immigration de la main-d'œuvre

L'accord passé entre l'Italie et la Suisse sur l'immigration de la main-d'œuvre italienne a provoqué des réactions diverses.

Quand bien même l'opinion suisse a été renseignée sur les grandes lignes du traité, notamment par une conférence de presse de M. Holzer, directeur de l'O.F.I.A.M.T., cet accord n'a pas encore été ratifié par les Chambres fédérales. Mieux, le texte exact n'est pas jusqu'ici connu en Suisse, même pas des parlementaires, mais il a été publié par des journaux italiens ! De plus, son entrée en vigueur provisoire devrait précéder la ratification par les Chambres fédérales (en décembre). On comprend qu'il y ait là source à des protestations diverses.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons par une dépêche U.P.I., lue dans la « Berner Tagwacht » du 12 octobre 1964, que les conseillers nationaux Grütter, Leuenberger et Wüthrich ont sollicité une audience de M. von Moos, président de la Confédération, pour lui faire savoir que ce serait « une farce » que de faire ratifier par le Parlement un traité déjà entré en vigueur. Rendu prudent par les événements que l'on sait, le Conseil fédéral a décidé de retarder l'entrée en vigueur provisoire du traité, pour que les Chambres puissent en délibérer, sans être placées devant un fait accompli.

Nous ne voulons pas aujourd'hui entrer en matière, nous aurons l'occasion de le faire bientôt, sur le fond du problème ; c'est un vaste sujet que celui de la main-d'œuvre étrangère en Suisse, mais nous voulons faire une remarque préalable essentielle : Les exigences italiennes sont légitimes, notamment celles qui portent sur le regroupement familial immédiat ; la Suisse ne peut pas prétendre attirer la population active d'un pays voisin, et fermer la porte à la population non active, c'est-à-dire aux familles, afin d'économiser durablement les investissements que représente l'installation de cette population. Parmi les autres exigences italiennes, qui furent l'objet de longues discussions, nous relevons : l'octroi d'un contrat de travail officiel auquel devraient être assujettis même les Italiens qui pénètrent en Suisse en échappant au contrôle de l'immigration ; le maintien de l'assujettissement des travailleurs

immigrés à l'assurance-chômage italienne et le paiement par la Suisse des cotisations nécessaires à cet effet, etc.

Sur chacun de ces points de détail, la négociation fut difficile. Mais, à aucun moment, les négociateurs suisses ne pouvaient perdre de vue le fait que de nombreuses branches de l'économie suisse ne sauraient se passer de la main-d'œuvre étrangère, notamment l'industrie des machines et des métaux (ce qu'on oublie souvent), le textile et bien sûr le bâtiment, l'hôtellerie.

Il est parfaitement naturel que le gouvernement italien protège ses concitoyens. Les abus helvétiques n'ont pas manqué. De surcroît, ces travailleurs n'ont pas chez nous de droits politiques pour s'exprimer. Mais il est un intermédiaire naturel qui est ainsi, en partie, court-circuité : ce sont les syndicats. Rien n'empêche les travailleurs étrangers de s'affilier à un syndicat ; dans le cadre de leurs organisations professionnelles, ils devraient trouver des possibilités d'exprimer leurs revendications ; là pourrait commencer une utile et première assimilation. Or, le plus souvent, ils se dérobent devant l'affiliation syndicale. A quoi servirait-elle si le détail de leurs revendications est pris en charge par leur gouvernement, par-dessus la tête, sur certains points, des syndicats suisses.

L'Union syndicale suisse a joué très loyalement le jeu. Dans sa « Correspondance syndicale suisse » elle a, d'emblée, justifié et défendu les grandes lignes de l'accord italo-suisse.

Mais quand elle dénonce aussi l'absence de politique fédérale à long terme envers la main-d'œuvre étrangère, l'absence d'une politique d'assimilation sérieusement étudiée, on ne peut que l'approuver mille fois.

Si l'on poursuit dans la ligne adoptée jusqu'ici, on va dévaloriser le syndicalisme suisse et les problèmes de la sécurité sociale ne seront plus discutés par les travailleurs suisses et les travailleurs étrangers unis dans leurs syndicats, mais de gouvernements à gouvernements, par traités internationaux. Cet affaiblissement du syndicalisme suisse serait inacceptable.

Critique de la critique non écrite

Entre deux virgules d'une correction d'épreuve, nous demandions à Cherpillod pourquoi il n'avait pas figuré dans la cohorte des poètes romands, une cinquantaine, dont les œuvres furent présentées à la Journée poétique de l'Exposition. Etait-il, ce jour-là, à la pêche, pratiquant la poésie non écrite ?

Il nous expliqua alors, en style indirect, que : Cherpillod avait été prié — peu avant la parution de son article sur « Ecriture » — à deux reprises, d'envoyer de ses poèmes, pour qu'ils soient lus au cours de cette Journée poétique à l'Expo. Or, au programme, figuraient quarante-quatre aèdes romands, et pas de Cherpillod. Ses textes s'étaient évanouis. D'autre part, invitation avait été faite à Cherpillod (par la Société des éditeurs et libraires de Suisse romande) de participer à une Journée du livre suisse où l'on devait débattre d'intéressantes questions sur les chances d'une littérature autochtone plus largement diffusée. Mais la convocation, précisait la Société des éditeurs et libraires, devait parvenir à Cherpillod par la Société des écrivains. Cherpillod ne l'a pas reçue.

Si nous en parlons, ce n'est pas que Cherpillod ait perdu grand-chose d'avoir été exclu au dernier moment de ce cérémonial. Mais pourquoi cette

exclusion ? Au vu du nombre des invités de tous mérites et de tout style, on ne saurait dire qu'il y eut une sélection qualitative. Alors ?

Probablement que l'indépendance d'esprit n'est guère prise, quand elle consiste à donner son avis critique, non pas de bouche à bouche, mais par écrit, comme nous l'avons fait dans « Domaine Public », afin d'instituer un débat. Et nous le relevons parce que, précisément, la faiblesse de la littérature romande, et au-delà de la littérature, de toute création, c'est qu'elle n'est pas soutenue et stimulée par une critique, non pas dénigrante, mais ouverte et exigeante. Le progrès dépend aussi du niveau de la discussion. Si, comme on nous le dit, la littérature doit être écrite, pourquoi la critique ne le serait-elle pas ?

M. Chaudet est un vrai capitaine

Le colonel divisionnaire Primault, chef de l'aviation, est limogé. Le chef d'état-major offre sa démission, qui est acceptée. Leur responsabilité était engagée dans l'affaire des « Mirage ».

M. Chaudet demeure. C'est un vrai capitaine. Quand le bateau coule, il reste le dernier à bord.

Rectification générale pour le présent, le passé et le futur

Comme nous n'avons reçu cette quinzaine ni téléphones de personnalités nous demandant une explication pour une ligne impertinente, ni lettres de colère chargées, nous en profitons pour prendre de l'avance et nous mettre en ordre de manière générale et définitive.

Candidement, nous signons donc cette ratification en blanc :

S'il arrivait encore à un collaborateur mal dégrossi de « D. P. » d'écrire, en échappant à la vigilance du censeur, qu'une autorité subit une pression directe, qu'un homme influent entreprend des démarches personnelles dans les bureaux, qu'un magistrat reçoit des ordres, etc., nos lecteurs sont priés de rectifier immédiatement. De telles affirmations sont bêtes, parce qu'improuvables. D'ailleurs elles sont improuvables parce qu'elles sont fausses. Quand chacun est à sa place, il a appris à apprendre ce qu'il doit faire. Pas besoin de le lui faire savoir par fil direct. En cas de doute, il y a la télépathie.

Logements et loyers

Après le verdict des chambres, où en sommes-nous ?

Le vote du Conseil national a été, comme celui de la commission chargée d'étudier le projet gouvernemental, conforme aux plans. Dès l'année prochaine, le contrôle des loyers sera levé dans l'ensemble du pays, à l'exception des cinq grandes villes (Zurich, Berne, Bâle, Genève, Lausanne), où il sera prorogé jusqu'à fin 1966. Après quoi, jusqu'en 1969, l'ultime protection du locataire des appartements anciens sera la surveillance, c'est-à-dire le droit de recourir contre une hausse abusive de son loyer, avec le risque de se faire mettre à la porte à l'échéance de son bail, pour avoir osé contester à son propriétaire le droit de pratiquer une augmentation arbitraire.

La proposition Chevallaz

Le syndic de Lausanne demandait, au Conseil national, que la surveillance puisse être étendue à l'ensemble des immeubles, sur le territoire des cantons qui le jugeraient nécessaire. Proposition judiciaire : certains propriétaires d'immeubles neufs profitant de la pénurie pour pratiquer impunément des abus requins. Proposition modeste de surcroît : il ne s'agissait que de surveillance, et limitée aux seuls cantons qui en décideraient souverainement.

Cette proposition a été rejetée par une majorité de deux tiers contre un tiers. C'est un bel enseignement politique. On y mesure la faiblesse, même au Conseil national, de ce qu'on aimerait appeler le centre-gauche. Lorsque des intérêts économiques puissants sont en jeu, les radicaux des villes, plus directement en contact avec certains problèmes sociaux, et les socialistes, pèsent un tiers.

On mesure encore dans ce vote la différence entre le parlementaire qui ne représente qu'une influence politique régionale, et le parlementaire qui peut s'appuyer sur des groupes économiques puissants. M. Schaffner, répondant durement à son coreligionnaire Chevallaz, savait qu'il avait l'oreille des milieux immobiliers et industriels et de leurs représentants ; en face de ces groupes, l'autorité d'un simple « politique » ne pèse pas. La démonstration en a été faite, une fois de plus.

En réalité, dès le dépôt du rapport de la commission d'experts, judicieusement composée, on savait que les jeux étaient réglés. Parlement = enregistrement, il faut le répéter une fois de plus.

Les mesures d'encouragement à la construction

Pour résoudre la crise du logement, il faut construire, chacun l'admettra. Mais que signifie le projet d'aide prévu par la Confédération et dont on se pare pour justifier la démobilité du contrôle ? Deux constatations sont à retenir :

— le paradoxe est qu'il y a encore sur le marché un contingent important de logements à loyers modérés. L'abolition du contrôle permettra bientôt de hausser considérablement ces loyers qui cesseront d'être modérés. Dans le même temps, les pouvoirs publics vont dépenser des sommes considérables pour abaisser le prix de certains logements neufs jusqu'à un niveau relativement modéré. Autrement dit, si l'on fait une balance générale, on constate que les pouvoirs publics vont devoir payer, en subventions, le bénéfice spéculatif des propriétaires d'immeubles anciens. Bel exemple, en régime de propriété privée, de gaspillages des fonds publics, engloutis pour corriger les conséquences des spéculations ;

— deuxième constatation. Rappelons brièvement, car nous en avons déjà parlé, que le programme de construction fera sentir ses effets trop tard, et qu'en 1966 le contrôle sera levé au plus mauvais moment : soit après une année de faible construction due aux restrictions de crédits (1965), après une hausse sensible du taux hypothécaire, au moment d'une pénurie aggravée par la pous-

sée démographique de la nouvelle génération et par l'installation de familles italiennes en Suisse (nouvel accord italo-suisse).

Comment redresser cette politique

En décembre, le peuple et les cantons seront appelés à ratifier le nouvel additif constitutionnel : faudrait-il voter oui, pour conserver un reste de protection, ou voter non pour manifester son mécontentement, quitte à ce que les « non » l'emportent et que tout reste de protection soit immédiatement aboli ?

On sait déjà, en Suisse romande, que le P.O.P. votera non, que le Mouvement populaire des familles votera non ; il est possible que les partis socialistes romands fassent de même. Mais en fin de compte, une attitude négative jusqu'aboutiste ne serait bien comprise que si les arrières étaient assurés, si autre chose était proposé. Ici resurgit le problème du lancement d'une initiative.

Les obstacles

La question du logement étant mal posée au peuple par le Conseil fédéral et les Chambres, ne serait-il pas possible de prendre une initiative pour que la consultation se déroule de manière claire. « Domaine Public » avait le premier lancé cette idée (notre numéro 11) : puis elle fut défendue et soutenue au Locle, dans les sections romandes du P.S.S., par le Mouvement populaire des familles et le P.O.P.

Pourquoi tant d'intentions et tant d'hésitations ?

— Obstacle financier. Une campagne, à l'échelle suisse, est si coûteuse qu'elle est hors de portée d'un petit mouvement et même d'un grand parti sans ressources occultes. Le parti socialiste a déjà en cours une initiative sur la spéculation foncière, et ses ressources financières sont plus que modestes (remarquons en passant qu'il faudra ouvrir une discussion publique sur le problème des recettes des partis : ou bien elles sont honnêtes et insuffisantes ; ou bien larges, mais alimentées par des dons intéressés).

— L'Union syndicale a donné sa caution à l'actuelle politique fédérale (elle est, par quelques-uns de ses mandataires, cosignataire du rapport des experts). Voilà pourtant un exemple type de problème qui ne devrait pas être résolu pour lui-même, mais dans le cadre d'une politique économique d'ensemble, que nous ne cessons de réclamer.

— Les spécialistes consultés ne croient pas au succès d'une initiative. Leur avis semble autorisé. On peut se demander toutefois si tous ceux qui levant un doigt mouillé pour savoir d'où souffle le vent et qui, hochant la tête, décrètent : il souffle du mauvais côté, on peut penser que si, au lieu de sonder l'opinion, ces mêmes hommes cherchaient les moyens de l'influencer, il y aurait justement quelque chose de changé.

— L'échec de l'initiative popiste pour la construction immédiate à Genève de H.L.M. pèse lourd dans les hésitations.

Le droit au logement

Dans le « Monde du Travail » du 23 septembre, le secrétaire du M.P.F., Jean Queloz, définit ainsi les intentions de son mouvement :

Si la lutte pour le maintien du contrôle et son extension passe, à tort, pour un combat d'arrière-garde, il serait plus judicieux de définir les bases constitutionnelles d'une politique permanente du logement, que de larges milieux réclament.

Que signifie une politique permanente du logement ? On constate, en effet, que le problème du logement n'est pas un problème suisse seulement, mais un problème européen, lié à la poussée démographique d'après-guerre et à l'extraordinaire développement

des villes. Certes, la pénurie ne se pose pas de la même manière en France, en Allemagne, en Belgique, en Norvège. Mais le mot pénurie peut avoir plusieurs acceptions ; on peut lui donner un sens global : il manque tant de milliers d'appartements, mais on peut aussi lui donner un sens particulier, selon les catégories de locataires intéressés ; par exemple, il peut y avoir pénurie d'appartements pour familles nombreuses, pour personnes seules et âgées, etc. Il est évident aujourd'hui que les intérêts privés ne peuvent pas répondre aux besoins de telle ou telle catégorie de locataires. Or ces besoins prendront toujours plus d'ampleur. C'est pourquoi il y a, dans tous les pays, et en Suisse, un problème permanent du logement qui exigera une intervention permanente des pouvoirs publics. La crise du logement est un des plus spectaculaires échecs de l'initiative privée. Il serait donc judicieux de présenter la contre-attaque à l'actuelle politique fédérale, non comme un combat d'arrière-garde (on connaît le slogan des partisans de la libéralisation des profits immobiliers : comment ? vous vous accrochez encore, vingt ans après la fin de la guerre, à des mesures d'économie de guerre), mais comme une revendication fondée sur l'observation des défaillances actuelles et durables de notre société.

Quoi qu'il en soit, il faudra bien que les juristes et les experts, chargés d'élaborer un texte, tournent et retournent autour de ces deux propositions fondamentales :

a) devoir des cantons, lorsqu'une pénurie d'appartements correspondant aux ressources ordinaires est constatée, de prendre, avec l'appui de la Confédération, les mesures propres à mettre sur le marché des appartements à loyers modérés, soustraits à la spéculation ;

b) possibilité laissée aux cantons de prendre parallèlement des mesures de contrôle pour que la pénurie ne soit pas exploitée spéculativement.

Les risques

Une telle initiative aurait, c'est possible, assez peu de chances d'obtenir une majorité des cantons. Mais est-il possible de ne rien faire ? de se réfugier dans l'abstention, le négativisme, la passivité ? Lorsqu'en 1966-1967, la poussée de la hausse des loyers se fera durement sentir, que pourront-ils dire, les défenseurs patentés des locataires, si ce n'est qu'ils ont laissé faire. Piètre défense.

D'ailleurs, la bataille serait, peut-être, perdue à l'échelle suisse, mais pas nécessairement dans chaque région du pays. Il arrive lorsqu'une opposition est décidée et vigoureuse que l'adversaire fasse pour la désarmer un certain nombre de promesses et de concessions. Il est ainsi des demi-défaites qui sont des demi-victoires. L'exploitation du locataire est une des formes les plus frappantes de l'exploitation moderne : là les preuves sont évidentes, les effets visibles, gros comme des portes d'immeubles. Sur ce terrain, au moins, il vaut la peine de se battre.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que d'ici à la fin de l'année, on ne jouera pas battus d'avance.

Bientôt la saison des boules de neige

Nos abonnés de la première heure vont prochainement recevoir un bulletin de versement pour le renouvellement de leur abonnement. Nous comptons sur leur fidélité. Mieux, nous comptons sur leur prosélytisme. « Domaine Public » doit trouver d'autres lecteurs. Or il est une méthode simple : un abonné entraîne un nouvel abonné qui... c'est bientôt la saison des boules de neige.

Le florilège de M. Schaffner

En une seule session des Chambres fédérales, M. Schaffner, qui dirige un des départements-clés du Conseil fédéral, celui de l'économie publique, a tenu devant le Parlement des propos qui, juxtaposés, sont révélateurs. Quel beau défenseur du pouvoir de l'argent et de ses abus, qui ne sont jamais pour lui que l'effet naturel des « lois du marché ».

On se demande alors à quel titre il pourrait présider une conférence de la table ronde réunissant les divers partenaires sociaux consultés sur les options de la politique économique suisse. Ce n'est pas un magistrat, donc un arbitre capable de concilier des intérêts divergents ; c'est un chef de clan. Sa conception de l'intérêt général ne dépasse pas le niveau de l'argument : quand les affaires sont prospères, il y en a pour tout le monde ; la prospérité des banques suisses, c'est la prospérité nationale, etc. Qu'on en juge ; sur pièces. Nous avons choisi quatre interventions.

Spéculation et bonnes affaires

Les lecteurs de « Domaine Public » connaissent (notre numéro 13) le mirobolant échange de terrain entre l'Etat de Vaud et la Confédération : terrain donné gratuitement à la Confédération, qui, dans le cadre d'un échange, le négocie au prix de 300 francs le m² à payer par ceux qui lui en avaient fait cadeau. C'est M. Schaffner qui défendit cette transaction devant le Parlement appelé à la ratifier. Il déclara que la procédure avait été normale, conforme aux usages et aux lois du marché immobilier, ajoutant même que, dans le cas particulier, la Confédération ne faisait pas une bonne affaire.

Cela signifie que la spéculation lui paraît une chose si normale, si naturellement dans notre sang, qu'elle devient légitime même entre collectivités poursuivant des tâches d'intérêt public.

Acheté 0 franc, revendu 300 francs ; quel spéculateur se gênerait encore ? M. Schaffner mettra n'importe quelle conscience à l'aise ; une bonne affaire, c'est si ordinaire : ce n'est jamais qu'une affaire.

Avec la bénédiction de M. Röpke

Justifiant sa politique économique conjoncturelle, M. Schaffner déclare qu'elle a l'approbation d'économistes distingués, et de citer M. Böhlér (passons) et M. Röpke (soulignons). M. Röpke pousserait volontiers le libéralisme économique jusqu'à prétendre qu'une petite frange marginale de chômage est un excellent régulateur de l'économie. Le plus droitier des économistes approuve M. Schaffner. Cela situe très exactement sa politique.

Chantage à la grève des capitaux

L'histoire contemporaine (Front populaire français en 1936, Centre-gauche italien en 1963) nous enseigne que les détenteurs de capitaux, prompts à s'indigner d'une grève revendicative des travailleurs, savent utiliser avec cynisme et un mépris total de l'intérêt national la grève des capitaux. Un gouvernement déplaît : l'argent fuit, et les difficultés ainsi créées seront mises à la charge de sa politique ; il n'inspire pas confiance, il effraie ; c'est donc lui le responsable des difficultés qu'on lui crée.

Ce réflexe est dans l'ordre des choses capitalistes, dans le sang. M. Schaffner l'a rappelé à M. Chevallaz qui souhaitait que les cantons aient la compétence d'étendre à tout le marché immobilier la surveillance des prix des loyers : « Votre canton a besoin des capitaux alémaniques », dit-il. C'est d'ailleurs exact. Dans un fascicule d'août 1964, le Crédit foncier vaudois écrivait : « ...nos obligations à long terme ont, jusqu'à maintenant, été souscrites pour une tranche très importante par notre clientèle de Suisse alémanique. Nous souhaiterions qu'il en soit encore ainsi dans l'avenir. » L'inquiétude était sensible. Donc le chantage est facile.

Imaginons alors un gouvernement vaudois dont la politique de gauche déplairait : les capitaux de la bonne clientèle alémanique iraient s'investir ailleurs. Et il l'aurait bien voulu ; et il ne pourrait que s'en prendre à lui-même.

On sait déjà que M. Schaffner trouverait que ce serait une très bonne leçon, tellement dans la nature des choses.

On se souvient encore de l'humiliation que les banquiers infligèrent au gouvernement genevois, il y a six mois, lorsqu'ils refusèrent de prendre en charge l'émission d'un emprunt à 4 1/2 %. Il fallut de nombreuses démarches du Conseil d'Etat, présentant patte blanche, pour que l'interdit fut levé.

Encore une très bonne leçon, conforme aux lois du marché.

Notre rôle de banquier du monde

Dans la péroration de son discours sur la politique économique, M. Schaffner déclara : « Il ne faut pas perdre de vue que notre réputation de banquiers du monde nous oblige à pratiquer une politique raisonnable. »

Banquiers du monde, qu'est-ce que cela signifie ? Attirer des capitaux étrangers ? Non, nous cherchons au contraire à les écarter partiellement de notre circuit économique. D'autre part, dans une étude récente, la Banque cantonale vaudoise démontre que la Suisse ne détient, dans ses coffres, que le 2 % de la fortune mondiale. C'est peu, remarque le rédacteur, pour prétendre au titre de banquier du monde. Mais alors que signifie ce titre ? Voulons-nous que le franc suisse devienne monnaie internationale ? Non, nos ressources sont trop faibles pour assumer ce rôle. Alors, ce titre de banquier du monde signifie simplement que nous nous appliquons à une parfaite gestion capitaliste ; nous sommes les détenteurs d'une certaine morale financière : celle de M. Röpke, celle de la Confédération spéculatrice, celle de la grève des capitalistes contre les gouvernements récalcitrants, celle qui convient à notre réputation de banquier du monde. En un mot, la morale de M. Schaffner.

Mais les propos de notre conseiller fédéral n'ont pas suscité de protestations, que nous sachions. Nous avons ça dans le sang.

Donc M. Schaffner, grand chef de l'économie d'un pays qui a la réputation d'être le banquier du monde, décidé à tout faire pour justifier cette réputation, invita autour d'une table ronde tous les partenaires sociaux représentant les intérêts des patrons, des paysans, des banquiers et des travailleurs. Messieurs, veuillez vous asseoir, dit-il aimablement. Tous s'exécutèrent.

Le Dien-Bien-Phu de l'armée suisse

Une crise morale secoue visiblement le corps des officiers de métier de notre armée. L'affaire des « Mirage » est pour eux une sorte de défaite, un peu infamante, parce qu'ils ont été mal défendus et se sont mal battus. L'armée suisse a subi son Dien-Bien-Phu.

Ici et là, on sent pointer une réaction anti-parlementaire. La situation s'y prête en effet : l'affaire « Mirage » a aussi montré les failles du Parlement, l'anachronisme de ses méthodes ordinaires de travail. Certains le soulignent à juste titre pour demander une réforme de sa manière de travailler, mais d'autres peuvent être tentés d'utiliser ces critiques pour rejeter l'autorité du Parlement et prendre leur revanche.

Il sera nécessaire d'observer de près ces symptômes, que Pierre Graber, rapporteur de la commission d'enquête, a dénoncés publiquement à la tribune du Conseil national. Le regroupement d'officiers activistes que nous a révélé l'affaire Popov nous fait penser que ces avertissements doivent être pris au sérieux.

On cherche un assassin

Les journaux tessinois ont été indignés, à juste titre, par le libellé de l'affiche que la police zuricoise a fait placarder après l'assassinat par un Italien d'un jeune homme dans un parc public. La population était invitée à voir dans chaque Italien un assassin possible, « un assassino potenziale ».

Combien êtes-vous ?

Le plus souvent, les amis ne nous posent plus la question rituelle : comment allez-vous ? Le souci qu'ils ont de notre santé s'exprime ainsi : combien d'abonnés avez-vous ? — Merci, pas mal.

Il peut y avoir dans le ton de leur voix toutes sortes de nuances ; de la Schadenfreude inavouée à la sympathie réelle. Mais on découvre aussi une sorte de curiosité objective.

En effet, le lancement d'un journal, c'est un coup de sonde révélateur : quel courant d'opinion va-t-il déceler ? Quel public y a-t-il pour un tel produit ? Nous n'avons jamais camouflé les résultats obtenus. Mais à partir d'aujourd'hui, nous imposons à tous les collaborateurs un secret de banque suisse sur notre chiffre exact d'abonnés. Car cette question, nous désirons vous la poser à vous.

Les données, vous les connaissez :

— il y a le contenu du journal (à relever, ce qui est assez nouveau pour une clientèle romande de gauche qui a l'habitude des hebdomadaires français, que « Domaine Public » aborde avant tout des problèmes suisses ou régionaux), sa manière d'être écrit, sa présentation ;

— il y a les ressources de la Suisse romande avec une petite frange de lecteurs alémaniques ou tessinois ;

— ajoutons encore que le départ s'est fait par arrosage de 4000 à 5000 exemplaires des trois premiers numéros, considérés comme numéros de lancement ;

— nous n'avons eu le soutien officiel ou officieux d'aucuns groupements politique, syndical, ou professionnel. Pas d'abonnements d'office !

Compte tenu de toutes ces données, combien êtes-vous ? Que tous les lecteurs qui s'intéressent à « Domaine Public » nous adressent leur réponse, sur carte postale, à notre adresse habituelle, Case Chauderon 142, Lausanne. Qu'ils ne considèrent pas cette question comme une devinette-concours du genre « Combien de personnes auront participé à la belle loterie Savon », mais comme un test de connaissances de l'opinion romande. Les réponses doivent nous parvenir au plus tard le samedi 24 octobre. Accessoirement, et hors concours, nous aimerions savoir à quel chiffre d'abonnés il doit être possible d'arriver selon vous en poursuivant nos efforts.

Dans notre prochain numéro, nous publierons le chiffre de nos abonnés, et nous en donnerons une analyse qualitative sommaire. Nous donnerons aussi les résultats des réponses reçues.

C'est le chiffre d'abonnés du mardi 20 octobre qui sera le chiffre-clé. Notre administrateur Serge Maret est agent d'affaires, vous aurez droit à une précision patentée.

Nous aimerions accorder aux meilleures réponses non un prix, sous forme du classique abonnement gratuit à « Domaine Public », mais une amicale récompense.

Nous avons donc décidé que chaque fois que nous ferons appel à la participation de nos lecteurs, un membre de l'équipe offrira un livre, c'est-à-dire une œuvre qu'il aime, donc qu'il aime faire connaître ou donner. C'est Marx Lévy qui commence. Il place très haut, pour leur humour et leur poésie sans complaisance à l'imagerie d'Epinal locale, les « Florides helvètes » de Charles-Albert Cingria. Il met dix exemplaires en jeu d'amitié, pour les meilleures réponses. **Etes-vous un bon connaisseur de l'opinion romande ? Alors écrivez-nous !**

Combien d'abonnés après vingt numéros de « Domaine Public » ? Réponse jusqu'au 24 octobre 1964, Case Chauderon 142, Lausanne.